Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

152-153 | 2018

Anthropologie et anarchisme

Désobéir en faveur des migrants

Répertoires d'action à la frontière franco-italienne

Disobeying in Favor of the Migrants. Repertoire of Action at the Franco-Italian Border

Annalisa Lendaro

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/6915>

DOI : 10.4000/jda.6915

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 30 avril 2018

Pagination : 171-192

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Annalisa Lendaro, « Désobéir en faveur des migrants », *Journal des anthropologues* [En ligne], 152-153 | 2018, mis en ligne le 30 avril 2020, consulté le 08 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/jda/6915> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/jda.6915>

DÉSOBÉIR EN FAVEUR DES MIGRANTS

Répertoires d'action à la frontière franco-italienne

Annalisa LENDARO*

La vallée de la Roya, territoire frontalier entre la France et l'Italie incluant les communes de Breil-sur-Roya, Fontan, Saorge, La Brigue et Tende, est habitée par seulement 6 000 habitants. La ville italienne de Vintimille, à une vingtaine de kilomètres au sud, marque la fin de la vallée. La Roya, telle est l'appellation courante de ce territoire frontalier, est devenue une zone de transit pour de nombreux demandeurs d'asile qui expérimentent les effets de la fermeture de la frontière franco-italienne, survenue en 2015.

Parmi les habitants de cette vallée, quelques dizaines de personnes s'activent depuis bientôt trois ans pour accueillir les migrants, les soigner, les nourrir, et les aider à poursuivre leur voyage. Les plus engagés politiquement se font porteurs d'un discours qui remet radicalement en cause le sens et l'usage

*CNRS – Certop UMR 5044. Centre d'étude et de recherche travail, organisation, pouvoir - Université de Toulouse-Jean Jaurès
Maison de la Recherche – 5, allées Antonio-Machado – 31058 Toulouse
Cedex 9
Courriel : annalisa.lendaro@univ-tlse2.fr

contemporain de la frontière par l'État. Toutes et tous parmi ceux que j'appellerai ici *désobéissants* partagent une remise en cause de la légitimité des pratiques de contrôle et de traitement des demandeurs d'asile de la part des forces de l'ordre et de l'administration : l'État s'arrogerait le pouvoir paradoxal d'enjoindre aux migrants de « respecter la loi » et aux habitants de ne pas les aider, tout en ne respectant pas lui-même les procédures légales qu'il est censé appliquer pour garantir l'accès aux droits fondamentaux à toute personne se trouvant sur son territoire.

La désobéissance face à ce pouvoir considéré discrétionnaire peut prendre différentes formes. Ici, il sera question de revenir sur des répertoires d'action en faveur des migrants qui se combinent parfois avec des pratiques contestataires vis-à-vis de l'État mobilisant le droit en tant qu'arme (Israël, 2009). Loin d'une vision neutre et désincarnée du droit, il sera question d'explorer les liens complexes qu'entretiennent la judiciarisation d'une cause, les pratiques contestataires se fondant sur la désobéissance, et, en dernier lieu, la recherche en sciences sociales.

L'engagement politique contre l'État par le droit est ici analysé au prisme de l'usage de plus en plus explicitement politique de la justice de la part des pouvoirs publics, engagés dans une gestion répressive du phénomène migratoire et dans un effort de dissuasion des actions en faveur des migrants.

Cette enquête en cours est pour moi matière à réfléchir aussi, d'un point de vue méthodologique, à la possibilité, souhaitée et souhaitable, de combiner une posture soucieuse de comprendre les décalages entre ce qui se dit en public et ce qui se fait en coulisses, entre le « texte public » et le « texte caché » (Scott, 1985) des *désobéissants*, et une présence sur le terrain qui implique de s'engager dans des actions concrètes aux côtés des personnes auxquelles l'enquêteur s'intéresse.

Encadré 1 : L'enquête

L'enquête en cours dans la vallée de la Roya s'inscrit dans une recherche plus vaste portant sur l'étude comparative des résistances contre les manifestations d'un pouvoir étatique considéré discrétionnaire voire arbitraire, qui prennent forme dans des territoires-frontière¹. Inspirée du modèle de l'ethnographie combinatoire (Dodier & Baszanger, 1997) elle compare les rapports à la légalité et à la désobéissance de plusieurs groupes d'acteurs interdépendants : les migrants, les avocats qui défendent leur cause, les habitants des territoires-frontière, et les représentants de l'État (forces de l'ordre, agents préfectoraux, etc.). Une attention particulière est portée à l'une des formes que peut prendre cette résistance : la désobéissance. En comparant des territoires comme l'île italienne de Lampedusa (projet EX-FRONT, 2014-16) et la vallée de la Roya à la frontière franco-italienne (terrain en cours, projet DISCREPOUV, 2017-19), cette recherche analyse les controverses socio-juridiques contemporaines autour des droits fondamentaux des migrants, afin de saisir les différentes conceptions de la justice et de la légalité dont elles sont porteuses, et leurs effets sur les mobilisations dans et en dehors des tribunaux. S'inspirant de l'approche *Law and society* (Calavita, 2016), la focale est portée sur les formes de résistance au pouvoir de l'État à travers l'analyse des usages du droit et des pratiques quotidiennes des acteurs (contournement discret d'un interdit, désobéissance revendiquée, sabotage, etc.) qui questionnent la légitimité des politiques migratoires contemporaines.

L'enquête dans la vallée de la Roya a démarré en février 2017. Un deuxième terrain a été réalisé en l'été 2017 et un troisième en décembre 2017. Ces périodes ont été l'occasion de rencontrer les protagonistes des controverses juridiques en cours autour du « délit de solidarité » (Lochak, 2017), inculpé-e-s et avocat-e-s les défendant, mais surtout de faire la connaissance d'autres *désobéissants* actifs dans l'ombre, qui opèrent à l'abri des médias. L'hypothèse était la suivante : derrière le

¹ La frontière est pensée ici comme un outil biopolitique de séparation entre des entités territoriales et populations. Elle est dotée d'un ensemble de moyens (juridiques, techniques, humains, etc.) destinés à opérationnaliser le contrôle et la limitation de la mobilité des « indésirables » (Ager, 2008). Ainsi, le terme de territoire-frontière fait référence tant aux zones qui se trouvent à proximité d'une ligne qui sépare deux entités étatiques, qu'aux espaces publics où peuvent se matérialiser les instruments et procédures de contrôle des populations en mouvement (quartiers proches de gares, aéroports, stations de métro, préfectures, etc.).

« texte public » (Scott, 1990) et les revendications des *désobéissants* les plus médiatisés, des actions de résistance prennent forme en coulisse. Quelles visions de la justice, quels rapports à la légalité, et quelles stratégies de lutte incarnent-elles ? La méthode adoptée combine observations et entretiens semi-directifs avec des habitants et des professionnels du droit, tout en accordant une place centrale au « faire ensemble » : avant même de questionner directement mes interlocuteurs sur leurs revendications, il a été question de partager des pratiques de solidarité vis-à-vis des migrants présents dans la vallée et à Vintimille, et d'expérimenter ensemble des actions nous engageant individuellement et collectivement en marge de la légalité.

La frontière et l'état d'urgence : contextualiser la désobéissance en Roya

Différentes formes de résistance et de contournement des interdits sont pratiquées par les habitants de la vallée. G. B., assistante sociale, travaille dans un des services de la mairie de Breil-sur-Roya². Pendant l'hiver 2016 elle a accueilli dans son bureau des demandeurs d'asile, alors que cela ne relève pas de ses fonctions, ni de celles de la mairie. Un gendarme local, ayant été averti de leur présence, l'interpelle sur son action. « *Tu n'as rien vu ! Non, non, tu n'as rien vu* », lui répète-t-elle.

Depuis l'automne 2015, des contrôles systématiques (d'identité, des voitures, etc.) ont été réintroduits à la frontière franco-italienne : justifiés dans un premier temps par la nécessité d'adopter des mesures de sécurité préventive au vu de l'organisation de la Conférence de Paris de 2015 sur les changements climatiques (COP 21), ces contrôles se sont intensifiés suite aux attentats de Paris du 13 novembre 2015 pour « menace grave pour l'ordre public ou la sécurité intérieure », et se fondent juridiquement sur l'article 25 du Code frontières Schengen. Il s'agit de contrôles aux frontières intérieures censés être temporaires car répondant à une situation de danger exceptionnel, mais qui ont été prolongés le 14 décembre

² Les initiales et la référence aux lieux géographiques ont été modifiés afin d'éviter tout rapprochement avec les personnes ayant participé aux échanges avec l'enquêtrice.

2015, puis le 27 mai 2016. Le maintien de l'état d'urgence suite à l'attentat de Nice en juillet 2016 a permis de prolonger l'autorisation de ces mesures de contrôle de la frontière jusqu'à leur inscription dans le droit commun lors de la promulgation de la loi n° 2017-1510 du 30 octobre 2017 renforçant la sécurité intérieure.

Les effets de ces contrôles sont multiples, et concernent à la fois les pratiques des forces de l'ordre déployées sur ces territoires, celles des demandeurs d'asile, ainsi que celles des habitants de ces zones frontalières.

Les contrôles d'identité et les perquisitions des voitures sont systématiques, non seulement aux différents points de passages autorisés (PPA)³ des Alpes-Maritimes, mais dans une vaste zone s'étendant de Breil-sur-Roya à Nice, en passant par Sospel, Menton et le péage de la Turbie sur la A8. Le PPA ferroviaire de Menton-Garavan est le premier verrou de la frontière : les wagons des trains en provenance de Vintimille, du côté italien, sont contrôlés systématiquement dans le but d'intercepter et de renvoyer les migrants voulant entrer en territoire français. Des contrôles sont effectués également dans les gares successives par des unités de force mobiles en gares de Nice, Antibes et Cannes. Au nord du département et notamment dans la vallée de la Roya, le contrôle des flux automobiles se traduit depuis des mois par des barrages filtrants permanents. Un escadron de gendarmes mobiles, supporté par des effectifs de l'armée de terre et de la Police aux frontières (PAF), est affecté sur ce territoire extensible pour contrôler la « zone frontière » (Amilhat-Szary, 2015), et implique aussi de patrouiller les sentiers et GR de montagne. Les forces de l'ordre y effectuent à

³ La France compte 118 points de Passage frontaliers (PPF), définis par le Code frontières Schengen comme « tout point de passage autorisé par les autorités compétentes pour le franchissement des frontières extérieures ». La Police aux frontières (PAF) est la principale responsable des PPF. À la suite du rétablissement des contrôles aux frontières intérieures, en novembre 2015, plusieurs Points de passage autorisés (PPA) situés à proximité des frontières intérieures ont été activés. 285 PPA ont ainsi été déclarés en France, surtout à la frontière avec l'Italie, pays duquel proviennent la plupart des demandeurs d'asile.

la fois une mission de vérification d'identité et de blocage des demandeurs d'asile en provenance d'Italie, et une mission de renseignement sur les réseaux d'entraide.

Malgré son inscription dans le cadre de l'état d'urgence en cours, ce dispositif se devrait de fonctionner en respectant à la fois les dispositions du droit national et celles du droit international. Cependant, nombreux sont les écarts à la règle pratiqués lors des contrôles et dénoncés par les habitants de ces territoires, des missions d'ONG (Amnesty International, 2017), ou encore des avocats et juristes rassemblés autour d'organismes tels que le GISTI (Groupe d'information et de soutien des immigré-e-s), le Syndicat des avocats de France (SAF), l'Association pour la défense des droits des étrangers (ADDE), et la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH). Ces écarts concernent principalement l'atteinte au droit d'asile : les modalités de contrôle des frontières depuis l'automne 2015 empêchent ou dissuadent les candidats à l'asile d'entrer sur le territoire français, et les poussent à emprunter des chemins périlleux afin d'éviter les contrôles et les expulsions expéditives vers l'Italie.

Cette situation a créé une sorte de court-circuit récurrent de l'État de droit⁴, et a de fait contribué à faire de la vallée de la Roya un territoire où les habitants sont confrontés au transit quotidien de demandeurs d'asile épuisés de par les tentatives réitérées pour traverser la frontière par les montagnes, parfois malades, souvent mineurs non accompagnés, très souvent perdus et effrayés par la présence policière. Face à cette situation, certains de ces habitants se mobilisent pour prêter secours, en bravant des interdits considérés

⁴ Cette notion, qui s'est imposée en tant que « standard international » depuis les années 1990 (Chevalier, 2017), fait référence à la double dimension de la soumission du pouvoir étatique au droit : d'une part, elle prend la forme de la séparation formalisée et institutionnalisée des pouvoirs, d'autre part, celle du respect des droits fondamentaux par l'octroi de garanties normatives substantielles. L'idée de court-circuit fait référence aux dysfonctionnements simultanés des deux composantes de l'État de droit, qui perdrait progressivement son effectivité.

injustes. A côté de celles et ceux qui revendiquent haut et fort le droit de désobéir, d'autres agissent plus discrètement.

La dimension morale de la désobéissance

Ce qui motive principalement celles et ceux qui désobéissent pour aider les migrants, quelle que soit leur situation face au droit, est une sorte d'impératif moral, une « *impossibilité de faire autrement* » (C. A., habitante de la Brigue) :

Tous les jours on croise sur la route des gamins épuisés, en tongs, affamés, blessés. S'ils sont contrôlés, ils sont renvoyés *illico* en Italie, souvent pour la énième fois, sans pouvoir demander l'asile. On ne peut pas tourner la tête, fermer les yeux, ou alors on a du mal à se regarder dans la glace (*ibid.*).

Encadré 2 : Désobéissants. De qui parle-t-on ?

Comme le rappellent Hayes et Ollitrault (2012) « *la désobéissance civile n'apparaît jamais dans un vide social : elle s'inscrit toujours dans des espaces relationnels en constante évolution* » (p. 10) où se confrontent des visions du monde et de la justice. Avant de me focaliser sur la vallée de la Roya et sur les répertoires d'action de celles et ceux que j'appelle ici *désobéissants*, je vais commencer par rappeler les principales définitions de la désobéissance.

A minima, elle renvoie au refus volontaire et ostensible d'appliquer ou respecter un texte réglementaire (Laugier, 2015). En tant qu'action, les caractéristiques de ce refus sont la non-violence, et sa dimension à la fois collective et publique (Bentouhami, 2013). Dans ses finalités, la désobéissance invoque le caractère illégitime de l'obligation qu'on se refuse de respecter, au motif qu'elle viole un principe supérieur et dans l'espoir que la justice se prononce en faveur du respect du dit principe (Bedau, 1961). John Rawls (1971) en vient ainsi à préciser que cet acte public de désobéissance est « *contraire à la loi et accompli le plus souvent pour amener un changement dans la loi ou bien dans la politique du gouvernement* » (1971 : 57).

Il est clair que, si l'on s'en tient de façon stricte à ces définitions complémentaires, les personnes qui s'engagent aux côtés des migrants dans la vallée de la Roya ne pourraient pas toutes être réunies sous le chapeau de « désobéissants », et ce pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, selon cette définition le non-respect de la loi et/ou d'une interdiction n'est pas en soi suffisant pour parler de désobéissance. Le refus se doit d'être collectif et public. Ensuite, certains habitants qui

poursuivent leurs actions de solidarité vis-à-vis de migrants en détresse ne se définissent pas « désobéissants » car ils revendiquent au contraire, plus que le droit de ne pas respecter la loi, leur volonté de la faire respecter, d'abord et avant tout par l'État et ses représentants qui s'arrogeraient le droit, abusif, de ne pas le faire. Enfin, certains habitants n'agissent pas dans l'espoir de changements institutionnels et/ou règlementaires, mais uniquement dans le but de respecter des valeurs personnelles, pas conformes aux dispositions en vigueur. Leurs actions, manifestation d'un dissensus avec la loi, se déploient dans l'ombre et la discrétion. Sans attentes particulières vis-à-vis des institutions.

Finalement, seulement une petite partie de celles et ceux que j'appelle malgré tout ici *désobéissants* remplissent les conditions pour rentrer dans la définition initiale : il s'agit notamment des personnes qui, ayant réclamé publiquement le droit de refuser les interdits tels que par exemple celui d'aider des demandeurs d'asile à traverser la frontière, tentent de médiatiser les conséquences morales et juridiques de la mise en œuvre de politiques migratoires iniques dans le but de sensibiliser l'opinion publique, les élus, les institutions, et *in fine* le juge autour de la primauté morale du principe de solidarité vis-à-vis de toute personne en détresse.

Dans un contexte où les politiques et les outils de contrôle de la frontière rentrent en contradiction quotidienne avec le respect du droit d'asile et des droits fondamentaux, il sera ici question de revenir sur différents répertoires d'action de désobéissants qui ont en commun d'agir en bravant des interdits en faveur des migrants qui traversent leur territoire.

Les actions entreprises par les *désobéissants* incluent des formes d'aide qui sont *a priori* interdites soit par la loi (transport de personnes sans titre de séjour), soit par des dispositions locales (distribution de nourriture dans l'espace public violant un arrêté municipal de la ville de Vintimille, en Italie).

Des marges d'interprétation existent pourtant puisque la loi prévoit des exceptions à la règle, qui peuvent s'apparenter à des droits suspensifs (Ogien, 2015), lorsque l'individu peut faire la preuve du fait que l'aide fournie était motivée par des raisons humanitaires et justifiée par la nécessité de protéger la personne d'un danger imminent. Cependant l'attitude des forces de l'ordre et les rendus du juge ont démontré, depuis au moins l'hiver 2016, une

tendance à ne pas considérer ces éléments comme étant en soi suspensifs des interdits inscrits dans la loi : ces formes d'aide sont passibles de sanctions allant de simples amendes à la prison avec sursis. Une dizaine d'habitants de la Roya ont ainsi passé leurs premières nuits en garde-à-vue, d'autres sont toujours impliqués dans des procès en cours.

N. C., résidente à Breil-sur-Roya, participe depuis presque un an et demi aux « maraudes » à Vintimille, les distributions de repas qui se faisaient jusqu'au printemps 2017 en bravant l'interdit municipal du maire de la petite ville italienne où des centaines de migrants se retrouvent bloqués en attendant de passer en France. Lors d'un contrôle de police pendant la distribution, N. C. dit avoir été envoyée par le curé de son village dans le but d'aider les plus démunis. La charité chrétienne qu'elle met en avant est ainsi utilisée stratégiquement pour émouvoir le policier, qui la laisse partir en lui suggérant de demander une accréditation de la Croix Rouge. Confrontée quotidiennement « à des situations kafkaïennes » de par l'incompatibilité entre contraintes juridiques et impératifs moraux, elle insiste sur la valeur politique de ses actes de solidarité envers les migrants comme étant une manière de respecter ses propres principes, mais aussi les droits fondamentaux de tout un chacun, « contre un État qui les piétine ».

Ce qui constitue la dimension morale de leur refus de se plier aux interdits locaux et nationaux en matière d'aide aux migrants relève du décalage qui existe entre ce qui est légal aux yeux de la loi, et ce qui est considéré légitime d'un point de vue éthique. La légitimité est ainsi davantage liée à une idée de justice qu'à la conformité avec la loi en vigueur. Ce décalage motive la persévérance de certains dans leurs pratiques d'aide, malgré les sanctions potentielles et les décisions politiques et judiciaires dissuasives.

F. R., avocate retraitée, témoigne de la primauté accordée à la légitimité sur la légalité :

Certaines lois sont iniques. Si elles ne sont pas compatibles avec ce qui compte pour moi, avec mes principes, je ne les respecte pas. Je ne crois plus à un changement sociétal par le droit, et je ne mets pas mes

compétences juridiques au service de quoi que ce soit. Ici, je fais. Pour eux (les migrants, NDR), et parce que je n'ai pas le choix.

Le « faire » relève de répertoires d'action différents et complémentaires. Certains sont collectifs et publics, d'autres « cachés » (Scott, 1990).

La judiciarisation de la solidarité : désobéissance et usages politiques du droit et de la justice

Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 31 décembre 2012 qui modifie « le délit d'aide au séjour irrégulier pour en exclure les actions humanitaires et désintéressées », « lorsque l'acte reproché n'a donné lieu à aucune contrepartie directe ou indirecte »⁵, les actions sans but lucratif entreprises pour aider des migrants en situation irrégulière en difficulté ne devraient pas être punies par la loi. Cependant, et c'est là que le terme de *désobéissants* prend son sens, ces personnes sont régulièrement menacées voire condamnées par la justice, et malgré cela elles poursuivent leurs actions.

Les formes que peut prendre la solidarité envers les migrants, et leurs rapports à la légalité, sont au centre de controverses juridiques en cours. La justice est régulièrement appelée à s'exprimer en la matière. L'expression de « judiciarisation de la solidarité » est utilisée ici pour évoquer les « transformations réelles ou souhaitées des rapports entre légalité et pouvoir politique » (Commaille & Dumoulin, 2009 : 64) en matière d'aide aux migrants.

Le cas des controverses juridiques concernant l'aide aux migrants dans la vallée de la Roya nous renseigne davantage sur les usages politiques de la justice et sur les influences du politique sur le judiciaire que sur l'expansion du pouvoir judiciaire en tant que tel (Tate & Vallinder, 1995). L'affirmation d'une « justice politique » (Codaccioni, 2015) voulant sanctionner certaines formes de

⁵ https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do;jsessionid=C7EFE97BB4D0F24B25BC8089728C0B62.tpdila07v_2?idArticle=JORFARTI000026871269&cidTexte=JORFTEXT000026871211&dateTexte=29990101&categorieLien=id

solidarité a été particulièrement visible dans le cas des jugements, très médiatisés, concernant Cédric Herrou. La lecture des décisions de justice et l'évolution entre les jugements en première et en deuxième instance sont éclairants et troublants à la fois⁶.

Ce procès politique exemplaire sanctionne le militantisme lui-même, entendu comme l'ensemble des formes de solidarité qui visent, en même temps qu'à prêter secours à des personnes en détresse, à souligner les défaillances et les abus de pouvoir de l'État au sujet, entre autres, du non-respect du droit de déposer une demande d'asile et du refus de prise en charge des mineurs isolés.

Les questions que pose la judiciarisation de la solidarité sont nombreuses. L'appel au juge peut relever d'une tentative de sanction, de la part des pouvoirs publics, d'actions de solidarité indésirables car défiant la légitimité du pouvoir et remettant en question la justesse de mesures politiques et/ou administratives ; il peut également renseigner sur des stratégies des *désobéissants* de faire reconnaître la légitimité de leur actes, ou encore de contrer le pouvoir de l'État devant la justice administrative lorsque le plaignant estime que ce sont précisément les pouvoirs publics qui sont en infraction. Dans les deux cas, il est question d'utiliser le droit et la justice en tant qu'arme (Israël, 2009) : la judiciarisation de

⁶ À la suite de l'accusation d'aide au séjour irrégulier, le procès en première instance avait donné lieu à une relaxe pour exemption humanitaire : l'agriculteur avait fourni une aide matérielle et morale à plusieurs personnes, dans le seul intérêt de les protéger. La peine se limitait alors à une amende avec sursis pour aide à l'entrée irrégulière. Le rendu du procès en appel donne lieu à un renversement de l'appréciation concernant les conditions d'attribution de l'immunité humanitaire prévue par la loi du 31 décembre 2012 : le 8 août 2017, le juge de la cour d'appel d'Aix-en-Provence le condamne à quatre mois de prison avec sursis. Il justifie cette peine avec l'argument de la « démarche d'action militante » : les magistrats s'alignent en effet sur l'interprétation de l'avocat général du procureur, qui défend l'idée que « lorsque l'aide s'inscrit dans la contestation globale de la loi, elle sert une cause militante et constitue à ce titre une contrepartie ». Cette décision a donc fait de Cédric Herrou un passeur qui se fait payer en notoriété publique, servant une cause militante, et non pas un homme venant en aide à une personne en détresse.

la solidarité impose aux acteurs impliqués dans ces controverses (*désobéissants*, préfets, avocats, procureurs) de penser les problèmes sociaux en fonction de ce que le juge a tendance à considérer comme légal et donc légitime, dans le but de faire évoluer ses décisions. La plupart des procès où sont impliqués les *désobéissants* de la vallée de la Roya sont toujours en cours, et de ce fait il serait osé de tirer des conclusions au sujet de l'efficacité ou non du recours à la justice dans le but de faire bouger les lignes de ce que peut être considéré légal, légitime, et juste en matière d'aide aux migrants. Néanmoins, deux tendances me semblent se dessiner.

Lorsque la responsabilité individuelle est en cause, et pour reprendre les termes d'Albert Ogien (2015 : 580) : « La justice courante a le plus grand mal à admettre la valeur juridique de la justification d'un acte délictueux lorsqu'il est accompli au titre de la désobéissance civile ». Aucun « droit suspensif » (*ibid.*) ne semble durablement efficace dans le but d'annuler la peine, lorsque le droit de désobéir et l'illégitimité d'une obligation sont invoqués par l'inculpé.

Ensuite, lorsque l'appel au juge est à l'initiative d'un citoyen ou d'un collectif dans le but de statuer sur l'illégalité de la mise en œuvre des politiques d'immigration et de contrôle de la frontière, ou la dangerosité de leurs effets sur l'accès aux droits fondamentaux des migrants, la justice peut se révéler une alliée de cette cause. Deux recours contre le préfet des Alpes-Maritimes, accusé de ne pas accorder systématiquement le droit de déposer une demande d'asile sur son territoire de compétence avant d'expulser les personnes dépourvues de titre de séjour, ont conduit le juge administratif à condamner le préfet en mars et en septembre 2017 pour « atteinte grave et manifestement illégale à la liberté fondamentale que constitue le droit d'asile ». À la suite de la première condamnation du préfet en mars 2017, les *désobéissants* ont pu agir, le temps de quelques mois, dans le cadre d'un accord tacite et informel entre les forces de l'ordre, notamment la gendarmerie, et Cédric Herrou : ce dernier était autorisé de fait à accompagner des groupes de demandeurs d'asile à la gare de Breil-sur-Roya afin qu'ils se rendent

à la Plateforme d'accueil des demandeurs d'asile (PADA) de Nice, après avoir transmis à la gendarmerie locale la liste des noms des personnes concernées. Ces dernières étaient alors autorisées à voyager en train jusqu'à Nice pour déposer leur demande d'asile sans craindre d'être interpellées le long du trajet et expulsées vers l'Italie. Les habitants solidaires pouvaient accueillir les migrants chez eux, avec la perspective de pouvoir les accompagner chez Cédric Herrou pour qu'ils poursuivent leur démarche. Le rendu du procès en appel de Cédric Herrou, le 8 août 2017, a quant à lui eu pour conséquence l'augmentation des craintes de la part des *désobéissants* : lors de mon terrain, certains *désobéissants* se posaient des questions quant à la suite de leurs actions, puis aux implications de ces décisions de justice sur les risques que chacune et chacun était en mesure de prendre pour continuer à « *résister à cette situation inacceptable* » (G. S., habitante de Tende). Le microclimat politique de la vallée s'était fait aussi particulièrement inquiétant pour eux depuis le début de l'été : un petit groupe d'extrême droite hostile à la présence des migrants et à la solidarité à leur encontre avait imprimé et distribué dans des nombreux lieux publics de la vallée (bars, gares, et même mairies) un journal autoproduit en 5 000 exemplaires où il était possible de lire les noms et prénoms des « passeurs », entre autres personnes attaquées frontalement. Dans ce contexte de tension judiciaire et sociopolitique, certains *désobéissants* ne se découragent pas et se déclarent prêts à poursuivre le combat « *contre un état fautif* » (*ibid.*) : les actions de dénonciation des abus des pouvoirs publics se diversifient et incluent la prise de photos, des enregistrements vidéo des interpellations au faciès en gare de Menton-Garavan, des renvois à la frontière italienne de demandeurs d'asile, y compris mineurs, en l'absence du respect de la procédure ; ces enregistrements sont parfois utilisés en appui des actions en justice. D'autres habitants sont en revanche plus prudents, en particulier sur la question des passages de la frontière qui, jusqu'à maintenant, a représenté le chef d'inculpation le plus efficace pour sanctionner l'action des

désobéissants : J.-C. M., gendarme à la retraite, déclarait en l'hiver 2016 :

J'ai mis des gens en garde à vue toute ma vie, je peux bien en faire une si jamais on m'arrête !

Depuis, les derniers rendus des procès en appel ont marqué un durcissement des sanctions. Les risques encourus deviennent trop importants, et certains *désobéissants*, dont J.-C. M., renoncent à certaines actions.

Si l'arène judiciaire est devenue un des espaces où est observable une bataille entre différentes conceptions de ce qui est légal, acceptable, et juste, d'autres répertoires d'action se déploient en dehors du tribunal.

Dénoncer publiquement pour agir discrètement ? Répertoires d'action collectifs et individuels

D'une aide spontanée, ponctuelle, improvisée, basée sur l'hébergement, le soin d'urgence, et la préparation de repas, quelques dizaines d'habitants commencent à s'entraider pour prêter secours de manière plus organisée, notamment pour transporter les demandeurs d'asile vers des villes ou gares françaises moins contrôlées, d'où les migrants auraient pu continuer leur voyage.

Une association, Roya Citoyenne, est créée au printemps 2016, ainsi qu'une banque alimentaire qui recueille des dons et fournit aujourd'hui environ 3 000 repas par semaine, distribués entre Breil-sur-Roya et Vintimille, en Italie. L'association ne regroupe pas l'ensemble des personnes s'engageant dans des actions en faveur des migrants. Elle est néanmoins l'expression d'un aspect de cette lutte : la dénonciation, publique et collective, en premier lieu des défaillances de l'État dans la prise en charge de personnes vulnérables sur le territoire français (mineurs non accompagnés, femmes et enfants), puis des violations récurrentes en matière de droit d'asile (expulsions sommaires vers l'Italie, sans possibilité de déposer une demande ni d'avoir accès à un interprète, harcèlement judiciaire des aidants, etc.).

Le choix de créer une association 1901 témoigne aussi d'une prise de conscience du rapport de force entre pouvoirs publics et *désobéissants* :

Au début, on savait qu'on agissait dans l'illégalité, et on se souciait surtout de cacher nos actions. Mais face à l'augmentation à la fois des personnes ayant besoin d'aide et des contrôles policiers, nous avons changé de stratégie (G. E., habitant de Saorge).

La stratégie dont il est question ici se base sur la revendication publique à prêter secours à toute personne en détresse, et sur la médiatisation du contexte sociopolitique qui rend urgente, nécessaire et donc légitime cette action, dans le but non seulement de diminuer les risques de poursuite judiciaire pour les *désobéissants* mais aussi de provoquer un engagement des pouvoirs publics à garantir l'accès aux droits fondamentaux des étrangers.

L'association se revendique émaner d'un collectif sans chef, ni porte-parole, ni président, et rend visible son « combat juridique, médiatique, humanitaire et militant » (www.roya-citoyenne.fr) avec le double avantage de ne pas exposer personnellement et publiquement les individus, et de pouvoir gérer légalement les dons en nature et en argent : le but est celui de prendre position collectivement, sans donc engager la responsabilité individuelle des membres, *via* des communiqués et autres interventions publiques, puis à collecter les dons et à pouvoir les administrer légalement pour financer l'achat de nourriture et vêtements, mais aussi pour couvrir les frais de la défense des inculpés devant la justice.

Dans ce cas de figure, le répertoire d'action de l'association fait écho à la définition de la désobéissance civile en tant qu'« acte nécessairement public, symbolique, non violent, mais impactant, à vocation prescriptive et transformatrice de la loi et des comportements citoyens. La diffusion fait partie intégrante de l'acte de désobéissance civile puisqu'il s'y joue aussi la fabrique du futur consentement » (Fleury, 2015 : 11).

La stratégie de médiatisation de la cause qu'incarne Roya Citoyenne vise à provoquer une prise de conscience élargie des enjeux moraux liés aux politiques migratoires, et à permettre leur traduction dans l'arène médiatique et judiciaire. Suite au premier

procès de Cédric Herrou, agriculteur de Breil devenu le symbole du combat pour le respect du droit d'asile à la frontière franco-italienne, les médias ont été mobilisés par Roya Citoyenne dans le but de rendre visible la situation dans la vallée et de dénoncer collectivement non seulement le non-respect du droit d'asile sur ce territoire frontalier mais aussi le harcèlement judiciaire dont sont victimes les habitants solidaires.

Cependant, cette stratégie et l'engouement médiatique qu'elle a entraîné entre 2016 et 2017 n'est pas vu d'un bon œil par l'ensemble des *désobéissants*. Certains défendent en effet l'intérêt d'agir dans l'ombre, en coulisses, sans attirer l'attention des élus, des forces de l'ordre, et surtout de voisins qui peuvent se transformer en délateurs. Ces autres actions « qui n'osent pas dire leur nom » (Scott, 2009 : 33) sont importantes en ce qu'elles font émerger la coexistence d'un répertoire collectif (« le texte public »), avec « le texte caché » (Scott, 1990). Le « texte public » de Roya Citoyenne traduit au grand jour les revendications des *désobéissants* : en dénonçant les pouvoirs publics de ne pas respecter la loi en ce qu'elle est censée garantir l'accès aux droits fondamentaux de tout un chacun, ils mettent l'accent sur la légitimité de leurs actions, y compris lorsqu'elles pourraient être considérées comme illégales. L'association est porteuse d'une critique du pouvoir en ce qu'elle défend un principe supérieur de justice.

Les raisons d'un agir discret

Le fonctionnement horizontal de l'association et le milieu d'interconnaissances dense et parfois conflictuel au sein de Roya Citoyenne rendent toutefois malaisée la prise de décision collective. Les actions concrètes d'aide aux demandeurs d'asile se font souvent sans concertation ou accord préalable du conseil d'administration, à l'exception des activités organisables à l'avance comme la préparation et la distribution des repas. Lorsque la nature de l'aide est plus clairement associable à une infraction et donc passible d'une peine, le choix d'agir à un moment précis avec une action spécifique (accompagner un groupe de migrants à la gare la plus proche, ou

organiser les passages des migrants pour les transporter vers une autre ville) revient finalement à un plus petit groupe de personnes agissant dans la discrétion, en marge de toute médiatisation ou revendication publique. Ainsi, « Chaque domaine de résistance publique à la domination est suivi de près par une sœur jumelle infra-politique, qui poursuit les mêmes buts stratégiques, mais dont la discrétion est mieux adaptée pour résister à un adversaire susceptible de remporter une bataille ouverte » (Scott, 2006 : 26).

Le répertoire de la dénonciation publique est d'ailleurs insuffisant, parce qu'inadéquat lorsque l'urgence d'intervenir demande une prise de décision immédiate dans une circonstance toujours particulière : croiser un migrant en hiver sur une route de montagne appelle à un choix moral individuel qui doit se faire dans l'immédiat, et qui mène : soit à lui demander ses papiers, et en cas d'absence d'autorisation à séjourner sur le territoire, à respecter l'interdiction de le faire monter dans sa voiture, ne serait-ce que pour le mettre à l'abri des intempéries ; soit à ne pas respecter l'interdiction, et à prendre le risque de se faire contrôler, réquisitionner le véhicule, passer des heures en garde-à-vue, et être possiblement accusé d'aide à l'entrée et au séjour irrégulier.

Outre les actions les plus risquées d'un point de vue judiciaire, des stratégies individuelles orientées à réduire les risques d'interpellation pour les demandeurs d'asile sont mises en place par certains *désobéissants*. Les forces de l'ordre comme les gendarmes affectés de longue date dans la vallée sont tous connus par les habitants, et vice-versa. Cette interconnaissance permet des négociations, et appelle à la mise en place de stratégies finalisées à « ouvrir des brèches, favorables aux demandeurs d'asile » (H. T., retraité et habitant de Piene Haute).

Ces « brèches », les *désobéissants* tentent de les ouvrir à la fois dans les procédures et dans les consciences :

Certains agents SNCF, notamment ceux qui sont syndiqués, veulent bien parfois fermer les yeux et prendre en compte les attestations qu'on fournit aux demandeurs d'asile qui souhaitent se rendre en train à Nice pour déposer leur demande d'asile. D'autres non. Ces attestations n'ont aucune valeur légale mais elles peuvent parfois

aider. Alors il faut se saisir de notre capital sympathie. Dans mon cas, mon âge et le fait d'être un habitant d'ici font que parfois je peux ouvrir des brèches dans leur conscience (*ibid.*).

L'application de la loi, ou son interprétation, se négocient tous les jours dans la vallée de la Roya. Concrètement, cela veut dire par exemple que l'intervention d'un habitant auprès d'un gendarme peut permettre à quelques demandeurs d'asile supplémentaires, dont le nom ne figure pas sur la liste communiquée au préalable aux gendarmes, de monter quand même dans le train qui les emmènera à la Plateforme d'aide pour demandeurs d'asile (PADA) de Nice. Un « capital sympathie » qui est mis au service de la cause donc, et qui peut être utile dans plusieurs circonstances.

Se concentrer uniquement sur les manifestations explicites du dissensus, en oubliant l'encrage discret de la désobéissance dans des gestes de résistance quotidiens et invisibles à la plupart des observateurs, signifie prendre le risque d'oublier « le terrain politique immense qui existe entre inactivité et révolte » (Scott, 2006 : 28).

Pour une socio-anthropologie anarchiste

Mon engagement personnel dans ce terrain à la frontière franco-italienne, qui passe par l'action aux côtés des *désobéissants*, est un des moteurs de l'enquête. Non seulement il permet une compréhension du sens accordé par les enquêtés à leurs actions, mais il est aussi animé par un intérêt pour les formes de vie politique en marge des institutions publiques, qu'implique une prise de distance réflexive vis-à-vis d'une prétendue nécessité d'objectivité en sciences sociales. Il y a là, deux éléments constitutifs de ce que j'appellerai ici une socio-anthropologie anarchiste.

Les objets de la recherche d'abord : je défends l'idée que la production d'un savoir socio-anthropologique anarchiste, toujours situé, passe pas une attention aux formes de luttes quotidiennes et discrètes, en marge de ce qui est communément considéré légal ou institutionnel. Des luttes « infrapolitiques » (Scott, 1990) qu'incarnent une critique radicale du pouvoir, et qui constituent une entrée pour analyser les formes du politique en dehors des structures

étatiques. Une socio-anthropologie anarchiste de par ses objets donc, qui pourrait contribuer de manière stimulante au renouveau de modèles théoriques d'analyse du social et du politique, principalement fondés sur l'État et les manifestations de son pouvoir. À rebours d'une perception des actes de désobéissance comme phénomènes sociaux dysfonctionnels et marginaux, leur statut d'objet principal de l'analyse permettrait non seulement de mettre en exergue les signes « d'une crise de la légitimité de l'État, qui se traduit par une détérioration de sa capacité à réguler la société à travers le droit » (Garcia-Villegas & Lejeune, 2015 : 565), mais aussi d'en montrer la récurrence en lien avec l'émergence de nouvelles conceptions de ce qui est « juste et acceptable » (Guibet Lafaye, 2012).

La dissonance entre principes juridiques et idéaux de justice des *désobéissants*, et la primauté de ces derniers sur les premiers, renvoie également à la question, centrale en philosophie anarchiste, de l'autorité et du droit à la désobéissance. D'un point de vue méthodologique, étudier les positionnements des *désobéissants* vis-à-vis du triptyque « légalité », « légitimité », « justice » m'a emmené à adopter une posture pragmatiste soucieuse de prendre en compte « l'expérience combinée de tout le monde » (Pereira, 2013). Cette « expérience combinée » ne peut se produire qu'en partageant des pratiques, en faisant ensemble, et en échangeant ensuite sur ces actions avec les enquêtés, d'égal à égal. L'enquête est conçue comme une expérimentation partagée.

En effet, enquêter dans la vallée de la Roya, essayer de saisir les effets concrets de la mise en œuvre des politiques de contrôle de la frontière, et les rapports à la légalité des habitants de ce territoire a impliqué de me confronter à des situations qui appellent à faire des choix concrets, situés spatialement et temporellement, à agir près des personnes. Et à expérimenter la difficulté de le faire en situant son action à l'intérieur des marges du droit.

Dès mon premier séjour, j'ai été confrontée à l'impossibilité, à maintes reprises évoquée par les enquêtés, de « faire autrement », de « tourner le regard » vers mon carnet de notes pour y inscrire, et

ainsi mettre à distance, les événements auxquels j'assistais. J'ai été, lors de ma première semaine dans la vallée, dans l'impossibilité de sortir le dictaphone et poser des questions. En revanche, j'ai participé à diverses actions.

Cet agir ensemble est constitutif d'une socio-anthropologie anarchiste qui considère que la compréhension de certains phénomènes sociaux, qui ont notamment à voir avec le rapport aux règles et à leur (non)respect, peut se faire seulement en partageant des idées et des pratiques avec les personnes concernées. Ce partage d'expériences permet en particulier de saisir l'articulation entre ce qui se dit, et ce qui ne se dit pas mais se fait pour autant (Scott, 2006).

En outre, le choix d'agir en engageant son identité, sa responsabilité légale, son corps dans l'action, signifie également se confronter aux risques et aux arbitrages individuels et collectifs autour de ladite action. Une fois ces risques pris aussi par l'enquêteur, le questionnement autour de ce qui est légitime, légal, et juste, peut devenir commun et permettre une compréhension des différents rapports à la légalité que tout un chacun entretient. Y compris le chercheur.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

AGIER M., 2008. *Gérer les indésirables. Des camps de réfugiés au gouvernement humanitaire*. Paris, Flammarion.

AMNESTY INTERNATIONAL, 2017. « Frontière franco-italienne : des contrôles aux frontières du droit ». En ligne : <https://www.amnesty.fr/refugies-et-migrants/actualites/frontiere-franco-italienne-des-controles-aux-frontieres>

AMILHAT-SZARY A. L., 2015. *Qu'est-ce qu'une frontière aujourd'hui ?* Paris, PUF.

BEDAU H., 1961. « On civil disobedience », *Journal of philosophy*, 58(21) : 653-665.

BENTOUHAMI H., 2013. *Le dépôt des armes. Non-violence et désobéissance civile*. Paris, PUF.

- CALAVITA K., 2016. *Invitation to Law and Society: An Introduction to the Study of Real Law*. Chicago, The University of Chicago Press.
- CHEVALIER J., 2017. *L'État de droit*. Paris, Lextenso-Monchrestien.
- CODACCIONI V., 2015. *Justice d'exception. L'État face aux crimes politiques et terroristes*. Paris, CNRS.
- COMMAILLE J., DUMOULIN L., 2009. « Heurs et malheurs de la légalité dans les sociétés contemporaines. Une sociologie politique de la 'judiciarisation' », *L'année sociologique*, 59(1) : 63-107.
- DODIER N., BASZANGER I., 1997. « Totalisation et altérité dans l'enquête ethnographique », *Revue française de sociologie*, 38(1) : 37-66.
- FLEURY C. 2015, « Formes anciennes et nouvelles de la désobéissance civile », *Pouvoirs*, 155 : 5-16
- GARCIA VILLEGAS M., LEJEUNE A., 2015. « La désobéissance au droit : approche sociologique comparée », *Droit et société*, 91(3) : 565-577.
- GUIBET LAFAYE C., 2012. *Le juste et l'inacceptable : les sentiments d'injustice contemporains et leurs raisons*. Paris, PUPS.
- HAYES G., OLLITRAULT S., 2012. *La désobéissance civile*. Paris, Presses de Sciences Po.
- ISRAËL L., 2009. *L'arme du droit*. Paris, Presses de Sciences Po.
- LAUGIER S., 2015. « La désobéissance comme principe de la démocratie », *Pouvoirs*, 155 : 43-54.
- LOCHAK D., 2017. « La solidarité, un délit ? ». *Revue Projet*, 358(3) : 56-62.
- Ogien A., 2015. « La désobéissance civile peut-elle être un droit ? », *Droit et société*, 3(91) : 579-592
- PEREIRA I., 2013. « Pour un usage anarchiste du pragmatisme », en ligne : <http://libertaire.free.fr/AnarchismePragmatisme01.html>
- RAWLS J., 1987 [1971]. *Théorie de la justice*. Paris, Seuil.
- SCOTT J. C., 1985. *Weapons of the Weak. Everyday Forms of Peasant Resistance*. Yale University Press, New Haven and London.

SCOTT J. C., 1990. *Domination and the Arts of Resistance: Hidden Transcripts*. New Haven (CT), Yale University Press.

SCOTT J. C., 2006. « Infra-politique des groupes subalternes », *Vacarme*, 36(3) : 25-29.

SCOTT J. C., 2009. *The Art of not Being Governed: An Anarchist History of Upland Southeast Asia*. New Haven/London, Yale University Press.

Résumé

Cette contribution se propose d'apporter un éclairage sur les formes que peut prendre la lutte contemporaine contre l'État et les pouvoirs publics, à partir du cas de la vallée de la Roya, à la frontière franco-italienne. Dans un contexte d'état d'urgence prolongeable *sine die*, l'article aborde la question des usages politiques de la justice, et des répertoires d'action des *désobéissants* solidaires avec les migrants, quel que soit le statut légal de ces derniers. À la suite d'une réflexion sur les liens complexes qu'entretiennent droit et désobéissance, il sera question de conclure de manière réflexive sur les implications méthodologiques d'une socio-anthropologie anarchiste.

Mots-clefs : Frontières, migrants, état d'urgence, délit de solidarité, droit, désobéissance.

Summary

Disobeying in Favor of the Migrants. Repertoire of Action at the Franco-Italian Border

The purpose of this contribution is to shed light on the forms that the contemporary struggle against the State and public authorities can take, starting with the case of the Roya Valley at the Franco-Italian border. In the context of a protracted state of emergency, this article addresses the question of the political uses of justice, and the repertoire of action of protesters in solidarity with migrants, regardless of their legal status. A reflexive conclusion on the methodological implications of an anarchist socio-anthropology follows a consideration dealing with the complex connections between law and disobedience.

Key-words: Borders, migrants, state of emergency, crime of solidarity, law, disobedience.

* * *